

Des accords historiques ou désaccord historique ?

Écrit par Gabriel Amard, Président de la Gauche par l'Exemple
Jeudi, 17 Janvier 2013 17:40



François Hollande avait annoncé un accord historique entre les syndicats de salariés et le MEDEF pour réformer le marché du travail, afin de renforcer la compétitivité des entreprises. Nous lui rappelons que la réelle plus-value des entreprises françaises dans un contexte mondialisé ne peut résider dans le moins-disant social et le mieux-disant flexible. La France ne peut pas s'aligner sur des pays qui n'ont aucun droit social. Qui plus est, cela conduirait tous les pays à casser les acquis sociaux et paupériseraient les peuples dans une course effrénée à la baisse des coûts du salariat, et continueraient ce cercle vicieux qui fait que les salaires de plus en plus bas consomment de moins en moins, que les entreprises produisent de moins en moins, etc.

La France doit se positionner dans ce qui fait sa force depuis maintenant de très nombreuses années : la haute qualification de sa main d'œuvre. C'est par leur savoir-faire que les entreprises françaises peuvent s'en sortir dans le concert international. Ceci nécessite donc de renforcer l'éducation, la formation, la recherche et non de réduire les budgets publics.

Avec cet « accord » qui n'en est pas un, on vient réaliser le rêve de la droite et du MEDEF. Ce dernier a obtenu tout ce qu'il revendique depuis des années : faciliter les licenciements et limiter les recours, plus grande précarité des contrats de travail notamment en favorisant les CDD à durée très courtes, exonérations patronales, etc.

Toutefois, ce n'est pas un accord. Un accord, c'est lorsque chaque partie s'y retrouve. Or là, seule le MEDEF est satisfait. Les syndicats ont d'ores et déjà dénoncé cet « accord » qui entérinerait l'incroyable régression sociale. Ce n'est pas l'accord, mais le recul des droits des salariés qui est historique ! Et qu'on ne vienne plus nous dire comme l'ont fait certains ministres récemment, que nous ne sommes pas dans le monde réel. Sans quoi nous finirions par trouver que les arguments des ténors du Parti Socialiste se ressemblent toujours un peu : du côté de la finance, c'est la crédibilité ; du côté des salariés et du peuple, c'est l'utopie ! Ça aussi c'est un changement « historique » à gauche.

Les élus du Parti de Gauche appellent donc tous les élus de gauche, et notamment bien sûr les parlementaires, quelque soit leur parti, à s'opposer à cette réforme qui marquerait un recul sans précédent depuis plus de 50 ans des droits des salariés.

Des accords historiques ou désaccord historique ?

Écrit par Gabriel Amard, Président de la Gauche par l'Exemple
Jeudi, 17 Janvier 2013 17:40
